

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE RENCONTRER LES ORGANISMES DE PERSONNES ÂGÉES

M. Brian Tobin (Humber-Port-au-Port-Sainte-Barbe): Monsieur le Président, la seule chose qui étonne les députés de ce côté-ci de la Chambre, c'est la façon cavalière dont le premier ministre répond aux questions.

Joyce King, du groupe United Senior Citizens of Ontario, a déclaré hier que, nonobstant la propagande gouvernementale, il n'y a pas eu de consultations officielles avec des organismes reconnus de personnes âgées avant que le gouvernement n'annonce dans le budget des changements au régime de sécurité de la vieillesse. C'est aussi ce que nous avons appris la semaine dernière dans la région de l'Atlantique. Il n'y a pas eu de consultations.

Pour permettre aux personnes âgées d'exprimer leurs opinions, le premier ministre acceptera-t-il de se réserver assez de temps la semaine prochaine pour rencontrer les organismes reconnus de personnes âgées lors d'une assemblée publique à Ottawa? Acceptera-t-il de le faire pour aider les personnes âgées?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je m'efforce autant que possible de rencontrer tous les groupes qui veulent nous parler. Je ne peux pas les voir tous, mais je sais que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social et d'autres ministres se sont entretenus avec des représentants de groupes de personnes âgées. Nous sommes bien d'accord, je le sais, pour tenir d'autres réunions et certaines ont déjà été prévues par le ministre et les représentants d'autres groupes. Nous faisons bien attention de les écouter et nous les écoutons avec attention. C'est ce que nous avons toujours fait.

Pour qu'il n'y ait aucune surprise, nous avons précisé dans le document budgétaire que le gouvernement déterminerait si les versements sont suffisants à l'avenir et que nous les augmentions à mesure que nos moyens nous le permettraient. C'est ce que le gouvernement a toujours voulu faire. Cela me semble tout à fait honorable et facile à comprendre.

M. Tobin: Apparemment, les seules personnes âgées que le ministre de la Santé a rencontrées sont celles qui appuient, selon lui, cette mesure budgétaire. Je peux lui dire qu'il y en a qui ne l'appuient pas.

Monsieur le premier ministre, les citoyens âgés demandent à vous voir. Ils veulent vous rencontrer comme c'est leur droit. Ils pensent que les 210 députés qui ont applaudi à vos cruelles mesures à l'égard des personnes âgées vous ont rendu sourd. Monsieur le premier ministre . . .

Des voix: Règlement!

M. Tobin: S'il vous plaît, monsieur le premier ministre . . .

M. le Président: Vos collègues essaient de vous signaler que les questions doivent s'adresser à la présidence.

M. Tobin: Monsieur le Président, je demande donc au premier ministre s'il est lui-même disponible; puisque que c'est lui qui a porté le flambeau l'été dernier et qui s'est engagé catégoriquement à favoriser les personnes âgées, qu'il ne délègue pas de nouveau ses ministres. Pouvez-vous réserver quelques heures la semaine prochaine pour vous entretenir en public avec

Questions orales

une délégation de personnes âgées qui viennent vous demander des comptes, ou leur faites-vous répondre qu'elles feront en vain ces dépenses onéreuses pour elles?

Des voix: Règlement!

M. Tobin: Ces gens-là veulent savoir.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je n'ai pas entendu la fin de la question.

M. Tobin: Puis-je la répéter? J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

M. le Président: La parole est au député de Beaches.

• (1425)

ON DEMANDE AU PREMIER MINISTRE DE PRENDRE UN ENGAGEMENT

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, j'ai une question destinée au premier ministre. Je viens de parler ces derniers jours à des personnes âgées du Manitoba et de la Saskatchewan qui m'ont demandé de faire savoir au premier ministre qu'il n'avait pas de mandat pour faire ce qu'il fait aux personnes âgées avec le budget.

Il y a maintenant un échantillon assez étendu de la société canadienne pour lui dire qu'il n'a pas de consensus. Est-ce que le premier ministre va faire la chose honorable qu'il a promise pendant et depuis la campagne électorale, dire aux personnes âgées: «J'ai pris un engagement clair et net et je vais le respecter?» Est-ce que le premier ministre ne veut pas en faire la déclaration maintenant?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, nous espérons qu'avec les mesures actuellement en place, nous allons non seulement honorer les engagements pris à l'égard des personnes âgées, mais que nous allons faire beaucoup mieux pendant la durée du mandat de notre gouvernement pour ce qui concerne les obligations que nous avons prises à l'égard des personnes âgées. Je pense que les personnes âgées et tous les Canadiens savent qu'il faut une économie en bonne santé . . .

M. Nunziata: Vous n'avez pas de crédibilité, Mulroney.

M. Mulroney: . . . pour pouvoir payer ces prestations. Nous voulons être certains de pouvoir le faire. Nous espérons que les mesures économiques que nous prenons vont renforcer l'économie et nous permettre de faire non pas moins, mais plus, infiniment plus, en faveur des personnes âgées.

LA PROMESSE ÉLECTORALE

M. Neil Young (Beaches): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Les personnes âgées de tout le pays me disent, comme elles le disent sans doute à d'autres députés, qu'elles en ont assez des belles paroles et qu'elles veulent que le gouvernement agisse. Je demande à nouveau au premier ministre: est-ce qu'il agira de façon honorable à l'égard des personnes âgées et est-ce qu'il fera maintenant ce qu'il a promis de faire au cours de la campagne électorale et non le contraire? Le premier ministre va-t-il s'y engager maintenant devant la Chambre et devant les personnes âgées?